

Déclaration de BRUXELLES. Pour une Europe ouverte, juste et durable

22 mars 2024

Déclaration de la société civile et mouvements sociaux européens à l'occasion du sommet européen citoyen dans le cadre de la présidence Belge de l'Union Européenne.

Nous, organisations de la société civile et mouvements sociaux de toute l'Europe, affirmons notre détermination à promouvoir une Europe ouverte, juste et durable. Nous avons la conviction que notre avenir est directement lié et commun aux peuples du monde entier. La coopération et la collaboration sont donc nécessaires pour relever nos défis communs.

Nous affirmons le droit égal de toutes et tous à mener une vie décente et soulignons que la lutte contre toutes les formes d'inégalités, qu'elles soient sociales, de genre, raciales ou autres, doit être la pierre angulaire de toutes les politiques visant à garantir le respect universel des droits humains.

Nous affirmons que, dans un monde interdépendant, la seule option politique viable est de répondre aux défis mondiaux par **davantage de coopération multilatérale et de solidarité internationale**. C'est pourquoi nous appelons les responsables politiques de l'Europe à faire un choix résolu : travaillons ensemble, en Europe et avec le reste du monde, à des solutions qui englobent six dimensions profondément liées : une réponse unie aux défis mondiaux ; la paix, les droits humains et la sécurité ; la transformation en profondeur de notre économie ; le respect des frontières planétaires ; la justice migratoire ; et la participation démocratique.

Nombre des défis auxquels nous faisons face trouvent leur origine dans un modèle économique insoutenable fondé sur la financiarisation et la concurrence. Nous appelons l'Europe à changer de perspective afin de **jouer un rôle de premier plan dans la réduction des inégalités mondiales**, d'assurer la

stabilité du système financier international et de lutter contre le nivellation par le bas des normes sociales, fiscales et environnementales, en renforçant le contrôle démocratique des marchés et en limitant le pouvoir croissant des sociétés transnationales. L'Europe doit placer la coopération, le partage du pouvoir, la sécurité humaine, l'intégrité environnementale et l'accès équitable aux ressources au cœur de sa politique étrangère ; elle doit viser à universaliser le respect des droits humains et à mettre en œuvre la vision globale de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Alors que l'Ukraine se bat toujours pour mettre fin à l'invasion de son territoire par la Russie, que la population du territoire palestinien occupé est victime de souffrances aigües en raison de la guerre israélienne à Gaza, que la République démocratique du Congo est confrontée à une crise humanitaire et sécuritaire avec près de 7 millions de personnes déplacées, et que de nombreux autres conflits font rage dans le monde sans attirer l'attention nécessaire des médias ou des responsables politiques, nous appelons l'Europe à être cohérente dans son approche des conflits internationaux et dans le respect du droit international. L'UE devrait **faire de la construction de la paix et du droit de tous les êtres humains à vivre en sécurité les piliers de sa politique étrangère**, dans tous les contextes. Cela implique de contribuer activement à la prévention des conflits par la diplomatie, de s'attaquer aux causes profondes des conflits et d'allouer des ressources financières suffisantes.

Alors que les scientifiques du monde entier nous alertent sur l'urgence du dérèglement climatique et l'effondrement de la biodiversité, que la plupart des frontières planétaires sont en train d'être franchies et que les puissants lobbies industriels et les courants conservateurs menacent les acquis du Green Deal européen, nous appelons nos dirigeants politiques à **un sursaut d'ambition**. L'Europe doit faire le choix courageux d'**assurer une transition juste** soutenue par un agenda redistributif et des ressources financières publiques et privées adéquates. Une telle transition, qui nécessite une vision de l'avenir économique et industriel de l'Europe, devrait permettre à chacun et chacune de mener une vie épanouie dans une économie à faible émission de carbone en Europe et partout dans le monde.

Sachant que la réponse à ces défis ne peut se faire par des ajustements marginaux du modèle économique actuel, nous appelons à une véritable **transformation écologique et sociale de l'économie européenne et**

mondiale. En Europe, cela passe par le retour d'un État stratège qui garantit les services publics et assume son rôle de régulateur de la vie économique, une politique commerciale fondée sur le respect des droits humains et des normes sociales et environnementales, avec un traitement spécial et différencié pour les pays à faible revenu, une refonte de la Politique agricole commune pour promouvoir des systèmes alimentaires durables et sains, la promotion de l'agenda du travail décent, et des mesures concrètes en faveur de la justice fiscale internationale.

Nous ne pouvons nous taire face à une Europe forteresse qui se referme sur elle-même au détriment des droits fondamentaux des personnes migrantes, mais aussi de sa propre prospérité à long terme, et où la coopération avec les États souverains dépend des mesures de contrôle des migrations. Les gens chercheront toujours une vie meilleure. Nous appelons à une profonde refonte des politiques migratoires européennes, en les fondant sur la **justice migratoire**, qui repose sur le respect des droits fondamentaux et de la solidarité et sur une vision positive de la migration. La justice migratoire, ce sont d'abord et avant tout des partenariats pour le développement durable, afin que chaque être humain puisse vivre dignement là où il ou elle est né, combinés à l'ouverture de voies de migration sûres et légales. Elle nécessite des politiques axées sur l'intégration sociale et la lutte contre les discriminations dans les pays d'accueil, et conformes aux Objectifs de développement durable et aux engagements internationaux en matière de droits humains.

Enfin, notant les dangers qui pèsent sur la démocratie et l'espace civique en Europe et dans le monde, nous appelons l'Europe à **renforcer son rôle de promotrice de la démocratie**. Cela commence au sein de l'Union par le strict respect des libertés fondamentales et de l'État de droit, mais aussi par une plus grande transparence et une **participation accrue des citoyens à la prise de décision politique**, notamment par le biais du dialogue social et d'initiatives novatrices partant de la base et dirigées par les communautés. Cela implique également l'adoption d'une stratégie ambitieuse pour soutenir l'espace civique au niveau mondial : l'Europe doit protéger l'existence d'une société civile diversifiée et autonome et renforcer le soutien aux personnes qui défendent les droits humains, en tant qu'ingrédient essentiel de la vie démocratique dans le monde entier.

Nous, organisations de la société civile, nous engageons, chacune à notre

manière, mais unies autour de ces messages communs, à poursuivre sans relâche et en partenariat avec les organisations qui partagent notre vision à travers le monde, notre travail d'éducation, d'information, de mobilisation et de plaidoyer, au service d'une Europe juste, durable et solidaire.

À quelques semaines des élections européennes, nous appelons les citoyennes et citoyens, ainsi que les responsables politiques à faire le choix d'une société ouverte et solidaire dans un monde juste et durable.

Une autre Europe est possible, faisons en sorte qu'elle voie le jour !

22 mars 2024

SIGNER LA DÉCLARATION

En vue de promouvoir un monde juste et durable, le **Centre national de coopération au développement** (CNCD-11.11.11) coordonne la voix de plus de 70 ONG belges de solidarité internationale et de milliers de volontaires.